

Énergie renouvelable

notamment dans le nord de l'Europe. Nous avons pu voir bien des choses. J'aimerais parler de certaines choses qui se passent en Suède, en Irlande et en Islande. Cela intéresserait certainement le député d'avoir des renseignements assez précis, même si cela risque de prendre un peu de temps. Ce serait un grand plaisir pour moi de raconter quelques-unes de mes expériences dans ces endroits éloignés, peu fréquentés et étrangers.

Commençons par la situation au Canada. Le comité a constaté que les gouvernements provinciaux ne manifestent guère ou pas d'intérêt pour l'énergie de remplacement. Nous avons visité les capitales du Québec, de l'Ontario et des quatre provinces de l'Ouest. Aucune de ces provinces ne s'attend à ce que l'énergie renouvelable, mise à part l'énergie hydro-électrique, n'assure beaucoup plus que 2, 4 ou peut-être 5 p. 100 de tous nos besoins en énergie en l'an 2000. On ne peut pas dire qu'il s'agisse d'un enthousiasme délirant ni que les provinces se précipitent pour trouver beaucoup d'énergie renouvelable. Elles pourraient utiliser plus d'énergie renouvelable tout en consommant plus d'énergie dans l'ensemble, et dans ce cas le pourcentage n'en serait pas tellement changé. Je comprends cela. Nous pourrions toujours faire un plus grand effort, mais ces provinces ne me semblent pas considérer sérieusement les sources d'énergie renouvelables comme viables à l'heure actuelle. Et elles ne le sont peut-être pas; je n'en sais rien, mais je puis citer certains chiffres de l'Ontario. Dans son livre intitulé: «Energy Security for the Eighties, a Policy for Ontario», la province d'Ontario prévoit que ses sources d'énergie renouvelable y compris l'énergie tirée des déchets, des produits forestiers, des sous-produits industriels, de la chaleur solaire, du vent, du bois, de la combustion directe, de la liquéfaction et de la gazéification du charbon et d'autres procédés du même genre ne pourrira qu'à 5 p. 100 des besoins énergétiques globaux de la province en 1995.

Cinq p. 100 appliqués à l'année entière, cela représente dix jours. Conclusion, l'Ontario n'en attend pas grand-chose. Du côté des dépenses, il semble que l'Ontario compte consacrer quelque 16 milliards à l'énergie renouvelable d'ici à 1995. Cela figure à la page 14 de la même publication. Interrogés pour savoir où l'Ontario va prendre cet argent et s'il s'agit d'un budget, les fonctionnaires nous ont dit que cet argent viendra principalement du secteur privé. Donc le gouvernement ontarien ne presse pas les choses pas plus que des autres gouvernements. Pas de démarrage à fond de train, pas d'orientation résolue vers les énergies renouvelables. Rien de concret, et ceux qui pensent le contraire s'illusionnent. Rien ne se fait au Canada. Je me fiche pas mal du tapage qu'on peut faire, des millions dépensés en publicité. Rien ne se fait, et je pense que rien ne se fera tant que les gens ne commenceront pas à s'alarmer, tant qu'on ne leur aura pas fait comprendre que le Canada n'a aucun programme sérieux visant à réaliser de grands projets en ce qui concerne les sources d'énergie renouvelable.

Regardons ailleurs: même chose dans toutes les autres provinces. Nous nous sommes demandé pourquoi elles s'y intéressent si peu. Cette question, le comité se l'est posée. Il a cherché, il a visité plusieurs endroits. Tous les services consultés ont manifesté la plus grande obligeance mais d'intérêt, point du tout. Pourquoi? Qu'est-ce qui ne va pas? Pourquoi s'intéresse-t-on si peu à la biomasse, au vent, à l'eau, au soleil, à l'éthanol ou aux déchets forestiers? Personne ne semble

croire à la crise de l'énergie? C'est peut-être parce qu'on nous a trompés si souvent. Est-ce à cause du manque d'initiative d'Ottawa? Cela aussi, c'est possible. Il y a sans doute un peu d'incrédulité à ces deux égards, parce qu'on nous dupés si souvent. On croit dans ma circonscription qu'il n'y a pas vraiment de crise de l'énergie, que tout cela est manigancé par les sociétés pétrolières pour faire monter les prix. Ce n'est pas mon avis, mais je pense que c'est cela qu'on croit là-bas. Voilà sans doute la raison pour laquelle les gens en général freinent le développement et la promotion des énergies renouvelables.

Considérons ce que le gouvernement fédéral consacre cette année à la recherche et au développement énergétique. Le secrétaire parlementaire a parlé des dépenses du gouvernement fédéral. Les dépenses totales du MEMR au titre de la conservation, de la recherche et du développement au Canada cette année s'élèvent à 12 millions de dollars. La somme globale consacrée par le MEMR à toutes les ressources renouvelables au Canada atteint 20 millions de dollars. La même publication révèle que la somme consacrée à l'énergie atomique s'est élevée à 104 millions. Nous constatons quelles sont les priorités. Elles demeurent inchangées. Des fonds sont consacrés aux combustibles fossiles. Des subventions sont versées pour le forage de puits de pétrole et de gaz et pour l'exploitation des sables bitumineux, mais on ne fait rien pour les ressources renouvelables. Je ne prétends pas que le gouvernement pourrait absorber toutes les dépenses, mais il affecte 12 millions de dollars à la conservation, 20 millions aux ressources renouvelables, tandis qu'il affecte 104 millions de dollars, sinon plus, à l'énergie atomique chaque année depuis dix ans. Voilà quelles sont les priorités du Canada en matière d'énergie. Il ne s'intéresse nullement aux ressources renouvelables.

Le *Financial Post* déclare que nous devons majorer nos dépenses au titre de la recherche et du développement. Un éditorial en date du 18 courant nous prévenait que nous négligeons la recherche et le développement à nos risques et périls. L'éditorial signale qu'en 1967 nous avons consacré 1.4 p. 100 de notre produit national brut à la recherche et au développement, alors que nous y consacrons maintenant moins de 1 p. 100. Est-ce cela le progrès? A cet égard, nous régressons. Dans quel domaine la recherche et le développement sont-ils le plus nécessaires? Nous devons absolument financer la recherche et le développement de nouvelles sources d'énergie et surtout de formes d'énergie renouvelable.

Nous pourrions comparer . . .

M. MacLaren: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je m'excuse auprès du député de cette interruption, mais je lui demanderais de bien vouloir citer les sources où il a puisé ses chiffres. En fait, les dépenses fédérales au seul chapitre de l'économie de l'énergie pour l'année financière 1978-1979 dépassaient les 82 millions. En outre, on estime que les gouvernements provinciaux ont dépensé 13 millions et demi de dollars aux mêmes fins, ce qui porte le total des dépenses pour cette année-là à près de 100 millions de dollars.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre, s'il vous plaît. Les députés se rendent sans doute compte que le temps passe. Je suis certain que le secrétaire parlementaire sait que du point de vue technique, son intervention n'a rien à voir avec le Règlement. Il pose une simple question. Je laisse donc au député de Mission-Port Moody (M. Rose) le soin d'en faire ce qu'il veut, mais je lui demanderais de ne pas oublier l'heure.